

SAMIR AMIN

Les limites du nassérisme

L'année 1957 avait été celle du grand chambardement en Egypte, suite à l'échec de l'agression tripartite de 1956. Les capitaux britanniques, français et belges, dominants dans les secteurs industriels et modernes de l'économie, avaient été placés sous séquestre. Qu'allait-on faire ? Deux thèses divisaient le groupe dirigeant des officiers libres : les « égyptianiser » c'est-à-dire en transférer la propriété, avec ou sans paiement réel, au grand capital égyptien privé, qui en fait avait souvent été plus associé que concurrent du capital étranger (le groupe MISR) en particulier), ou bien les nationaliser pour créer un secteur public qui permettrait par son importance d'amorcer la planification d'un développement accéléré ? Finalement, Nasser penchant pour la seconde solution, celle-ci fut retenue, avec quelques concessions de forme à la première – en associant ici et là, marginalement, le privé égyptien au nouveau secteur d'Etat.

Mais comment allait-on concevoir la gestion de ces entreprises et la planification de leur développement ? Le danger était que la direction des entreprises nationales fût distribuée à des clients politiques – officiers en particulier – n'ayant que peu de comptes à rendre, dépendants formellement de différents ministères. A l'incompétence dans la gestion s'ajouterait l'émiettement du contrôle. Finalement un holding d'Etat fut créé en 1957 sous le nom de *Mouassassa Iqtisadia* qui choisirait les administrateurs.

Mes fonctions dans cette institution m'amenaient à suivre de près la manière dont le nouveau secteur public était géré, à suivre les discussions et les décisions des conseils d'administration des entreprises. Je voyais concrètement comment se constituait la « nouvelle classe », comment les intérêts privés de beaucoup de ces messieurs (il n'y avait que peu de dames dans le lot) commandaient trop de décisions, comment les représentants des travailleurs (une innovation du nassérisme, excellente dans le principe) étaient marginalisés, dupés ... ou achetés.

Par ailleurs la bureaucratie de l'Etat égyptien, toujours pharaonique, était traversée de toutes sortes de contradictions et de conflits, les uns, nobles, traduisant des visions politiques différentes, les autres, plus vulgaires, le heurt d'intérêts d'individus et de clans. En gros, il y avait quatre centres de décision qui se disputaient plus qu'ils ne se partageaient l'orientation du développement du pays : la *Mouassassa*, le ministère de la Planification, le ministère des Finances dont dépendait la Banque centrale, la Banque industrielle. On ne pouvait pas, à la *Mouassassa*, se contenter de gérer le secteur public au jour le jour. On était donc contraint de planifier son développement. Mais n'était-ce pas là la tâche que le nouveau ministère du Plan aurait dû assumer ? Or il ne l'assumait pas. Ses techniciens avaient été mis sur les rails de la « modélisation » de la croissance. Je ne suis pas hostile par principe à l'usage de modèles bien sûr. Il en faut pour tester la cohérence des politiques sectorielles et partielles. Mais le modèle doit venir après, non avant. Après que le contenu social et politique des objectifs ait été défini. Les technocrates croient souvent pouvoir fuir la responsabilité politique par l'illusion que les modèles permettent de faire des choix dont la rationalité pourrait être supra politique, supra sociale. Il restait que le développement du secteur public contrôlé par la *Mouassassa* avait besoin de moyens financiers. Or ici nous nous heurtions à l'obstacle de la dualité des visions des finances et de la banque industrielle.

Le Ministère des Finances, institution aussi ancienne que l'Egypte, avait des habitudes qu'il était pratiquement impossible de changer. Le Trésor avait toujours financé l'irrigation et, depuis le XIXe siècle, les chemins de fer, puis, depuis la crise des années 1930 qui avait menacé de faillite trop de grands propriétaires fonciers, le Crédit Foncier qui avait pris le relais des banques auprès desquelles ces propriétaires s'étaient endetté, enfin, depuis la guerre

le Crédit Agricole (qui faisait des avances de campagne aux petits exploitants) et un certain nombre de caisses – dispersées – qui géraient des fonds de compensation, chaque fois créées ad hoc, pour limiter les dégâts de l’inflation. Dans tous ces domaines impossible de faire sortir le Trésor de ses habitudes, gérées par des services séparés, sans communication entre eux, entraînant pas mal de gaspillages ou d’absurdités. De plus, le Trésor n’avait jamais pensé financer l’industrie qui, au demeurant, ne le lui avait jamais été demandé, se contentant d’asseoir sa rentabilité par la protection tarifaire et l’octroi des marchés publics, renforçant la position monopoliste des entreprises.

La Banque centrale, dont les fonctions étaient assumées alors par la *National Bank* tout juste nationalisée, était – nature oblige – conservatrice au maximum. Chargée d’assurer la stabilité de la monnaie (c’est déjà pas si mal – elle le faisait bien) mais rien à faire pour aller au-delà.

Il ne restait plus que la Banque industrielle, création du régime contrôlé en principe par le nouveau ministère de l’Industrie (indépendant des Finances). Au ministère de l’Industrie, qui détenait la décision en dernier ressort, des « clans » (*shilal* en égyptien, terme bien connu de tous ceux qui savent ce que sont les habitudes ancestrales de la gestion du pays) – d’officiers et d’autres, plus ou moins corrompus, peu compétents ou têtus pour une raison quelconque – faisaient la pluie et le beau temps. C’était eux qui « planifiaient » la réalité, en vérité dans le désordre total qui est le contraire du concept même de planification.

Je raconte un peu dans le détail toute cette histoire parce que je constate que les livres qui parlent de l’époque ne le font pas. Ils substituent à la réalité un discours abstrait et général sur la planification de l’époque nassérienne, comme si celle-ci avait été la mise en œuvre raisonnée des déclarations publiques et des textes la concernant. Comme si donc son « échec » tenait à son principe théorique ! *L’Egypte nassérienne*, publié un peu plus tard (en 1963) sous le pseudonyme de Hassan Riad doit beaucoup de sa matière à celle que je réunissait alors.